

PO Box 6042 London N19 5WP Telephone +44 (0)20 7272 6731 Fax +44 (0)20 7272 9425 E-mail: mail@globalwitness.org http://www.globalwitness.org

Londres, le 16 octobre 2007

Lettre ouverte au Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Laurent Gbagbo

Filière cacao: la transparence en vue?

Votre Excellence,

Global Witness se félicite des instructions données au Procureur de la République, lui demandant de "diligenter une enquête, d'une part, sur le rachat des différentes sociétés acquises par les structures de la filière café cacao depuis sa libéralisation, et d'autre part, sur la circulation des ressources, les flux financiers de chacune d'entre elles."

En juin dernier, Global Witness a publié un rapport "Chocolat chaud", qui dénonçait notamment la tendance du secteur du cacao ivoirien à la mauvaise gestion des revenues, à l'opacité des comptes et à la corruption.

À cette occasion, nous avons recommandé au gouvernement ivoirien d'instaurer un degré plus élevé de transparence et de responsabilité dans la filière cacao. À ce jour, nous n'avons pas reçu de réponse du gouvernement ivoirien concernant notre rapport, et nos recommandations n'ont malheureusement pas été prises en compte.

La situation de confusion actuelle rend désormais urgente la publication par toutes les institutions de la filière cacao des noms des banques dans lesquelles ces institutions détiennent des comptes et de leurs rapports annuels, y compris les audits financiers, avec le détail de leurs activités et investissements, et ce de 2001 à ce jour. Alors que c'est le gouvernement qui fixe le niveau des prélèvements parafiscaux destinés aux institutions de la filière, et qui, en février 2006, a reconduit le mandat du conseil de gestion d'une de ces institutions dites privées, le Fond de Développement et de Promotion des Activités des Producteurs de Café et Cacao (FDPCC), il est légitime que l'État puisse demander et

obtenir de la part des dirigeants le compte-rendu de l'emploi des sommes issues de ces prélèvements. Nous vous demandons donc de les exhorter à publier ces informations avant la fin du mois d'octobre sur leurs sites internet respectifs.

Global Witness demande également que l'État publie les informations qui sont à sa disposition. Le gouvernement a déjà accès à certaines informations, notamment parce qu'un commissaire du Gouvernement siège dans les conseils d'administration du Fond de Régulation et de Contrôle du Café et Cacao (FRC) et de la Bourse du Café et Cacao (BCC), et parce que les prélèvements FDPCC-Investissement, Fond d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), Sacherie et Réserve de Prudence sont versés sur des comptes à double-signature des ministres des Finances et de l'Agriculture. Enfin, dans le cas de l'Autorité de Régulation du Café et du Cacao (ARCC), qui est une entreprise d'État, le gouvernement lui-même peut déjà publier de tels chiffres afin de donner l'exemple.

En effet, comme le souligne votre lettre au Procureur de la République, rendue publique le vendredi 13 octobre 2007, il s'agit non seulement d'éclairer l'opinion publique au plus vite, alors que les accusations fusent de toutes parts, mais également de répondre au mécontentement extrême de nombreux producteurs de cacao, qui ont récemment élu de nouveaux dirigeants, alors que ceux en poste refusent toujours de le quitter. Seule la transparence totale et immédiate dans la filière répondra aux attentes et questions de l'opinion publique et des producteurs, relayées par les médias.

Global Witness recommande finalement que le calendrier de la mise en œuvre de l'enquête indépendante, impartiale et exhaustive du Procureur et ses conclusions soient largement diffusés.

Il est fondamental que la lumière soit enfin faite dans la filière cacao et que les responsabilités soient clairement établies pour permettre aux producteurs de continuer à faire sereinement la richesse de la Côte d'Ivoire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Gavin Hayman
Directeur de campagne
Global Witness